



Améliorer l'accès aux Services de Protection pour les filles et les garçons touchés par la Crise Sécuritaire au Burkina Faso (ASPECS)



RAPPORT FINAL

Etude de base du Projet « Améliorer l'accès aux services de protection pour les filles et les garçons touchés par la crise sécuritaire au Burkina Faso » (ASPECS)

Septembre 2021

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
Liste des illustrations.....	3
Introduction	4
1. Méthodologie	4
1.1. Phase Préparatoire.....	4
1.2. Phase terrain : Collecte des données	5
1.3. Phase de traitement des données et de rédaction des rapports.....	6
2. Principaux Résultats	6
2.1. Fonctionnalité des réseaux de protection et bénéficiaires des services	6
2.1.1. Répartition spatiale et fonctionnalité des réseaux.....	6
2.1.2. Enfants bénéficiant l'appui/services de ces réseaux.....	7
2.2. Situation des déplacés internes et leurs besoins de protection	7
2.2.1. Répartition des personnes victimes de la crise sécuritaire et sanitaire	7
2.2.2. Répartition des personnes selon leurs besoins de protection	9
2.3. Renforcement des capacités des acteurs de protection	9
2.3.1. Renforcement des capacités des ménages.....	9
2.3.2. Caractéristiques des membres des réseaux communautaires de protection.....	10
2.3.3. Connaissance de l'existence et appartenance aux réseaux de protection.....	11
2.3.4. Répartition des membres selon les formations déjà reçues.....	12
2.3.5. Connaissance des droits de l'enfant par les membres des réseaux de protection.....	13
2.3.6. Connaissance des types de violences à l'égard des enfants	13
2.3.7. Fréquence des violences faites aux enfants.....	14
2.3.8. Enregistrement des violences par les réseaux de protection	15
2.4. Nombre de filles et garçons non accompagnés et séparés ayant accès à des soins familiaux ou à des services alternatifs appropriés.....	15
2.5. Filles et de garçons ayant des besoins particuliers	15
2.6. Nombre d'enfants qui reçoivent une réponse	16
3. Commentaires.....	16
Conclusion.....	17

Liste des illustrations

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon.....	5
Tableau 2: : Cartographie des mécanismes endogènes de protection de l'enfant dans la zone d'intervention du projet.....	6
Tableau 3: fonctionnalité des réseaux communautaires de protection de l'enfant	7
Tableau 4: Situation des enfants référés et orienter vers les services sociaux et d'autres structures	7
Tableau 5: nombre de PDI recensé, désagréé par sexe	8
Tableau 6: nombre de PDI recensé par secteur/village de la zone d'intervention du projet.....	8
Tableau 7:nombre de ENAS identifiées au cours des 12 derniers mois	9
Tableau 8:Thématique de formation bénéficié par les membres des CCPE	10
Tableau 9:Formation des acteurs de protection de l'enfant.....	10
Tableau 10: Répartition des membres des CCPE enquêtés.....	10
Tableau 11: Répartition des membres des CCPE enquêtés.....	11
Tableau 12: répartition des enquêtés en fonction des tranches d'âge.....	11
Tableau 13 : répartition des membres des RCPE et CCPE ayant bénéficié d'une formation sur la protection de l'enfance	12
Tableau 14: Thématiques des formations réalisées.....	12
Tableau 15: Connaissance des droits de l'enfant par les membres des réseaux de protection	13
Tableau 16: Connaissance des violences faites aux enfants.....	13
Tableau 17:Fréquence des violences faites aux enfants	14
Tableau 18 : répartition des membres ayant enregistré des enfants victimes de violence	15
Tableau 19:Décisions prise sur le référencement par les structures de protection.....	15
Tableau 20:Enfants à besoin spécifique.....	16
Tableau 21: Nombre d'enfants qui reçoivent une réponse.....	16

Introduction

Depuis 2016, le Burkina Faso est confronté à une crise grave et multiforme au regard de l'impact sur la population civile des conflits et des violences liées à l'intensification des activités des groupes armés et des tensions intercommunautaires posant des risques sécuritaires considérables. Cette situation a engendré de nombreux déplacés internes dans les différentes régions notamment la région du Nord qui vient en troisième position des régions les plus touchées par le phénomène. Les trois communes comptant le plus de déplacés internes sont Ouahigouya (26 446), Thiou (9 220) et Séguénéga (6 547).

Au vu de la présence des organisations humanitaires et des différentes interventions dans la capitale provinciale, l'ONG Educo Burkina/Niger a bénéficié d'un financement de Child Fund Korea (CFK) pour dérouler le projet de « Améliorer l'accès aux services de protection pour les filles et les garçons touchés par la crise sécuritaire au Burkina Faso » (ASPECS) sur les deux autres communes les plus touchées, à savoir Thiou (et notamment dans les villages suivants : Nodin, Secteur 01, Secteur 02, Secteur 03 et Secteur 04) et Séguénéga (Gorin, Ramsa, Sima, Guibou et Gambo). L'objectif est de répondre aux besoins de protection des enfants PDI et ceux des communautés hôtes les plus vulnérables dans les deux communes d'intervention.

L'atteinte des objectifs du projet nécessite une photographie de la situation de départ et une connaissance approfondie au démarrage, des besoins en protection dans les deux communes d'intervention du projet. Ce qui permettra de bien dérouler les actions prévues dans le cadre du projet, de mieux faire le mapping des mécanismes institutionnels et endogènes/communautaires de protection de l'enfant et mesurer les efforts du projet dans sa contribution à l'amélioration de la protection de l'enfant dans la zone d'intervention. C'est dans ce cadre qu'une étude de base a été réalisée dont le présent document fait l'économie des données collectées auprès des différents acteurs.

1. Méthodologie

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette mission a été participative et a mobilisé l'ensemble des outils ainsi que des approches techniques nécessaires pour atteindre les objectifs. L'approche méthodologique comprend donc une exploitation de la documentation disponible en termes d'analyse déjà effectuée sur les thématiques de la protection en particulier des déplacés internes, une collecte des données auprès des différents acteurs ainsi qu'une analyse des données collectées et des données de sources secondaires. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes.

1.1. Phase Préparatoire

➤ Analyse documentaire

Pour analyser la situation des besoins de protection dans la zone d'intervention du projet, l'équipe d'évaluation a procédé d'abord par examiner les documents disponibles produits par les projets similaires conduits par Educo dans les mêmes localités notamment le rapport de l'étude de référence du projet PROVIME, ProDHu-MAPE ainsi que les rapports du projet PREMETS, l'analyse situationnelle des droits de l'enfant dans le Yatenga, ainsi que les rapports du Conseil National de

Sécours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) qui fait une situation actualisée des mouvements de populations dans les différentes zones ainsi que des besoins de protection. Cette exploitation a constitué l'essentiel des données secondaires.

➤ **Rencontre de planification et de validation de la note de démarrage**

En vue de bien réaliser l'étude, l'équipe d'évaluation a tenu une rencontre pour s'assurer de la compréhension des objectifs de la mission, échanger sur la planification de la mission, la documentation nécessaire ainsi que les aspects logistiques nécessaires pour la phase terrain. Aussi, cette rencontre a été l'objet d'une mise à jour des besoins d'informations pour assurer un suivi adéquat des indicateurs du projet.

➤ **Echantillonnage des acteurs pour la collecte des données**

En vue de collecter des données complémentaires et /ou actualiser les données, le comité d'évaluation a identifié des acteurs tels que les services sociaux communaux de Thiou et de Séguénéga, les mairies, les réseaux communautaires de protection notamment les RCPE, les CCPE, les organisations locales intervenant dans la zone du projet.

Au total, 4 organisations locales (AMMI, ADCUSS, ADCPK, AAAE), 05 CCPE à Thiou, 04 CCPE à Séguénéga, le RCPE de Thiou et celui de Séguénéga, les deux mairies (Séguénéga et Thiou) ainsi que 87 membres des réseaux communautaires de protection dont 45 à Thiou et 42 à Séguénéga. Le tableau suivant fait la synthèse des acteurs rencontrés :

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon

Acteurs	:	Thiou	Séguénéga	Total
Services sociaux de protection	:	06	05	11
Mairies	:	01	01	02
Organisations locales	:	01	03	04
Communautés (membres des Réseaux de protection)	:	45	42	87

Source : Enquête terrain, 06 au 12 août 2021

➤ **Outils de collecte**

Un questionnaire intégré de collecte des données implémenté sur la plateforme de collecte de données Kobocollect.

➤ **Recrutement et formation des agents de collecte**

Quatre (04) agents des services sociaux de Séguénéga et de Thiou dont deux par commune ont été recrutés pour collecter les données. Ils ont bénéficié d'une formation sur les outils de collecte.

1.2. Phase terrain : Collecte des données

La phase de collecte à proprement parlé est intervenue après une phase de prétest des outils sur le terrain juste après la formation des agents de collecte. Cette phase a permis à l'équipe de l'évaluation de corriger les imperfections constatées au niveau des outils de collecte.

La collecte s'est déroulée à travers des outils de collecte mobile notamment les smartphones ou tablettes ou encore par téléphones android. En effet, les questionnaires ont été implémentés dans la plateforme de collecte mobile Kobo collect.

1.3. Phase de traitement des données et de rédaction des rapports

Cette phase a été organisée sous forme d'atelier et à regrouper le RTSEAR, le chef de projet, le superviseur de zone, un technicien de protection de l'enfant et deux agents de projet de protection intervenant dans les mêmes zones.

Pour les données quantitatives, une fois la collecte terminée, elles ont été extraites de la plateforme et soumises à un apurement. L'apurement consiste à identifier les observations erronées ainsi que celles qui sort du commun et corriger.

La suite du travail a consisté à l'édition des tableaux des indicateurs et à analyser ces résultats toute chose qui a permis de produire le présent rapport.

2. Principaux Résultats

2.1. Fonctionnalité des réseaux de protection et bénéficiaires des services

2.1.1. Répartition spatiale et fonctionnalité des réseaux

En fin juillet 2021, la commune de Thiou disposait d'un réseau communal de protection et de 5 Cellules communautaires de protection de l'enfant qui sont tous fonctionnels. Au niveau de la commune de Séguénéga, on dénombre également un RCPE et 4 CCPE qui sont également tous fonctionnels comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Ces mécanismes endogènes ont été mis par d'autres ONG et projets qui ont intervenu ou qui interviennent dans les deux communes. Dans la commune de Séguénéga, ces mécanismes ont été mis en place par l'appui des projets Back to School et ProDHu-MAPE, tous des projets mis en œuvre par Educo. Dans la commune de Thiou, TDH et Intersos ont appuyé la mise en place de ces mécanismes.

Tableau 2: : Cartographie des mécanismes endogènes de protection de l'enfant dans la zone d'intervention du projet

COMMUNE	RCPE	CCPE	Nbre de Réseaux	Fonctionnalité	% Fonctionnalité
Thiou	1	5	6	6	1
SGA	1	4	5	5	1
Total	2	6	8	8	1

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

Dans les villages d'intervention du projet ASPECS, il y a certains villages ou secteurs qui ont bénéficié la mise en place des mécanismes endogènes et communautaires de protection de l'enfance. A Thiou tous les quatre secteurs et le village de Nodin, il existait des CCPE mis en place par TDH et INTERSOS. A Séguénéga, seul le village de Guibou qui en a et celle-ci mise en place par le projet ProDHu-MAPE de Educo. Cela s'explique par le fait qu'il y a plus d'acteurs humanitaires dans la commune de Thiou compte tenu du contexte sécuritaire et humanitaire. Ces acteurs ont accompagné les communautés dans la mise en place des mécanismes résilients endogènes pour faire face aux risques de protection des enfants d'où la mise en place des CCPE dans les secteurs et villages à forte affluence de PDI.

Par contre, la commune de Séguénéga, est légèrement moins touchée par les attaques armées même si l'on enregistre des PDI venant de plusieurs communes et de provinces (Loroum, Soum, Bam). C'est maintenant que les humanitaires se tournent vers cette commune pour apporter une assistance humanitaire. Aussi, à Séguénga, trois des CCPE mise en place ne sont pas dans des

villages retenus pour implémenter les activités du présent projet. Cette situation s'explique par le fait que dans la zone de Séguénéga, il y'a encore une possibilité d'étendre les interventions à plusieurs localités sans courir le risque sécuritaire.

Tableau 3: fonctionnalité des réseaux communautaires de protection de l'enfant

Commune	Village/secteur	Existence d'un réseau de protection	Fonctionnalité
Thiou	Secteur 1	Oui	Oui
	Secteur 2	Oui	Oui
	Secteur 3	Oui	Oui
	Secteur 4	Oui	Oui
	Nodin	Oui	Oui
Séguénéga	Gambo	Non	
	Gorin	Non	
	Guibou	Oui	Oui
	Ramsa	Non	Non
	Sima	Non	Non

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.1.2. Enfants bénéficiant l'appui/services de ces réseaux

Les réseaux communautaires de protection de l'enfant dans les différentes zones d'intervention du projet n'ont pas encore mise en œuvre des activités d'appui des enfants victimes de violences. En effet, la plupart de ces réseaux sont en phase d'élaboration de leurs plans d'action pour couvrir ces besoins en protection dans chaque zone car ils sont nouvellement mis en place.

Néanmoins, ces réaux communautaires ont identifié et référés des enfants vers les services sociaux communaux pour une prise en charge adéquate. Le tableau ci-dessous présente quelques données sur les enfants identifiés et référencer avers les services sociaux.

Tableau 4: Situation des enfants référés et orienter vers les services sociaux et d'autres structures

Dispositions prises	Effectif
Référer ou orienter à l'action social	8
Référer à d'autres structures (ONG, Associations locales),	38
Référer ou orienter aux réseaux (RCPE/CCPE)	8
Référer au centre de santé	0
Référer ou orienter à la justice	0
Signaler à la gendarmerie ou la police	0

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.2. Situation des déplacés internes et leurs besoins de protection

2.2.1. Répartition des personnes victimes de la crise sécuritaire et sanitaire

➤ Nombres de PDI recensés par commune, désagrégué par sexe

Des deux communes d'intervention, nous constatons que la commune de Thiou enregistre plus de PDI soit 9610 personnes (4678 hommes et 4932 femmes). Parmi ces derniers, on dénombre 1251 enfants de moins de 5ans (609 garçons, 642 filles) et 4386 enfants de plus de 5ans (2135 garons et 2251 filles). A Séguénéga, on dénombre 6820 Personnes dont 3373 femmes, 1087 enfants de moins de 5ans et 2715 enfants de plus de 5 ans.

Cela s'explique en partie par le fait que certains villages de la commune de Thiou ont été les cibles des attaques armées en raison de leur proximité avec la frontière malienne ou les attaques armées sont les plus récurrentes. Ces hostilités ont occasionné de fuites et de déplacements forcés des populations à la quête minimum de sécurité.

Les femmes et les filles (plus vulnérables) sont les plus nombreuses dans les groupes des PDI et ce pour plusieurs raisons. D'abord, la structure de la population au niveau national montre qu'il y a plus de femmes que d'hommes. Ensuite, les hommes sont les plus ciblés par les groupes terroristes et enfin les hommes sont également des cibles d'enrôlement dans les groupes armés. Donc cette forte présence des PDI dans la zone d'intervention a exacerbé les risques de protection des enfants nécessitant une réponse adéquate.

Tableau 5: nombre de PDI recensé, désagréé par sexe

COMMUNE	H	F	Enfant moins de 5 ans		Enfant plus de 5 ans	
			Garçons	Filles	Garçons	Filles
Thiou	4 678	4 932	609	642	2 135	2 251
SGA	3 107	3 713	495	592	1 328	1 587
TOTAL	7 785	8 645	1 104	1 234	3 463	3 838

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

➤ Nombre de PDI recensé par secteur/village de la zone d'intervention du projet

Les villages d'intervention de la commune de Séguénéga enregistrent plus de PDI que ceux de Thiou avec respectivement 3463 PDI (1588 hommes et 1875 femmes) et 1373 (430 hommes et 943 femmes) correspondant respectivement à 592 et 201 ménages à Séguénéga et à Thiou. Cela peut s'expliquer par le fait que la commune de Séguénéga est plus ou moins stable sur le plan sécuritaire car n'ayant pas encore enregistré d'attaque armée. Se fondant sur cet argument, les PDI se déplacent vers des zones où il y a un minimum de sécurité pour être à l'abri de ce qu'elles ont vécu dans leurs zones de provenance.

En plus la commune de Séguénéga est entourée par des provinces à fort déficit sécuritaire notamment Loroum, Soum et Bam. Les populations déplacées provenant de ces provinces, beaucoup se retrouvent à Séguénéga.

Tableau 6: nombre de PDI recensé par secteur/village de la zone d'intervention du projet

COMMUNE	Village/Sect	Hommes	Femmes	Ménages
Thiou	Secteur 1	78	194	39
	Secteur 2	22	111	19
	Secteur 3	187	451	91
	Secteur 4	80	107	27
	Nodin	63	80	25
	Total	430	943	201
SEGUENEGA	Gambo	257	391	76
	Gorin	649	674	200
	Guibou	358	421	226
	Ramsa	45	62	14
	Sima	279	327	76
	Total	1588	1875	592
TOTAL		2 018	2 818	793

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.2.2. Répartition des personnes selon leurs besoins de protection

✓ Enfants non accompagnés et séparés recensés

Dans les contextes humanitaires, les Enfants Non Accompagnés et Séparés (ENAS) ont été séparés de la personne chargée de subvenir à leurs besoins ou d'une autre protection familiale alors qu'ils en ont le plus besoin. Au-delà de la détresse émotionnelle, la séparation peut créer des obstacles importants à l'accès à l'aide humanitaire. Ce phénomène est le plus courant en début de crise. Cependant, dans les zones d'intervention, un nombre important d'enfants non accompagnés et séparés ont été répertoriés. Cela nécessite de la part des acteurs des actions urgentes et coordonnées pour une réponse holistique. 115 enfants dont 82 filles et 33 garçons ont été recensés (97 à Thiou et 18 à Séguénéga). Ces données illustrent bien la situation sécuritaire dans la zone d'intervention du projet, la commune de Thiou étant celle qui a plus enregistré d'attaques armées et donc beaucoup d'enfants séparés et non accompagnés ayant plus besoins de protection.

Tableau 7: nombre de ENAS identifiés au cours des 12 derniers mois

TYPOLOGIE	Thiou		SGA		TOTAL
	F	M	F	M	
ENAS recensés	70	27	12	6	115
TOTAL	70	27	12	6	115

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.3. Renforcement des capacités des acteurs de protection

2.3.1. Renforcement des capacités des ménages

➤ Nombre de ménage ayant bénéficié des actions de formation en gestion de stress

On enregistre peu de session de formation sur la gestion de stress dans les deux communes envers les ménages. La plupart des ONG qui interviennent dans ces zones ont focalisés leurs activités sur la distribution de kits alimentaires et d'hygiène en vue de répondre aux besoins les plus urgentes des PDI. Néanmoins, quelques formations sur la gestion de stress ont été organisées à Thiou au profit de 8 ménages. Cela s'explique par le fait que de nombreux ménages ont vécu des chocs psychologiques engendrant des stress pour les victimes.

➤ Nombre de ménage ayant bénéficié des actions de formation sur la protection de l'enfance

La commune de Séguénéga enregistre 40 ménages qui ont bénéficié des formations sur la protection de l'enfance. Cela peut s'expliquer par le nombre élevé des ménages PDI dans la commune.

➤ Formation des membres du CCPE sur la protection de l'enfant

La cellule communautaire de protection de l'enfance (CCPE) est un regroupement de personnes ressources (leaders ou personnes influentes) issues de la communauté (village/secteur) qui s'engagent à promouvoir et à protéger les droits des enfants. La CCPE a pour aire géographique le village ou le secteur dans lequel elle est mise en placeⁱ. Leur mise en place obéit à un processus dont leur formation préalable. A Thiou, toute la zone d'intervention du projet a déjà vu le processus de mise en place terminé et les membres des CCPE formés. Par contre à Séguénéga, sur les cinq villages retenus pour l'implémentation des activités du projet, un seul village (Guibou) a une CCPE mis en place et les membres formés.

Tableau 8:Thématique de formation bénéficié par les membres des CCPE

Thiou
1. Prise en charge des cas de détresse psychosociale
Séguénéga
2. Violences sexuelles et VBG
3. Travail des enfants
4. Droits et protection de l'enfant et à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques
5. Autres

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

➤ Formation des acteurs de protection de l'enfant

La protection de l'enfance si elle veut être efficace et holistique doit se faire avec l'implication et la participation de plusieurs acteurs notamment les acteurs traditionnels de la protection (services sociaux), les forces de défense et de sécurité, les leaders communautaires, et les communautés elles-mêmes. Ainsi, on constate que plusieurs acteurs ont été formés sur les problématiques en lien avec la protection de l'enfance. Cependant, les forces de défenses et de sécurité ont été faiblement formés alors que dans les contextes de crises humanitaires, leur participation à la protection de l'enfance est très attendue.

Tableau 9:Formation des acteurs de protection de l'enfant

COMMUNE	RCPE/CCPE	FDS	LEADERS COM	SERVICES PROT	TOTAL
THIOU	44	1	11	3	59
SEGUENEGA	25	3	45	2	75
TOTAL	69	4	56	5	134

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.3.2. Caractéristiques des membres des réseaux communautaires de protection

Au total 77 membres des réseaux de protection ont été rencontrés dont 29 à Séguénéga, 10 à Nodin et 9 au secteur 2 de Thiou. Les hommes sont le plus représentés soit 57 hommes et 20 femmes.

Tableau 10: Répartition des membres des CCPE enquêtés

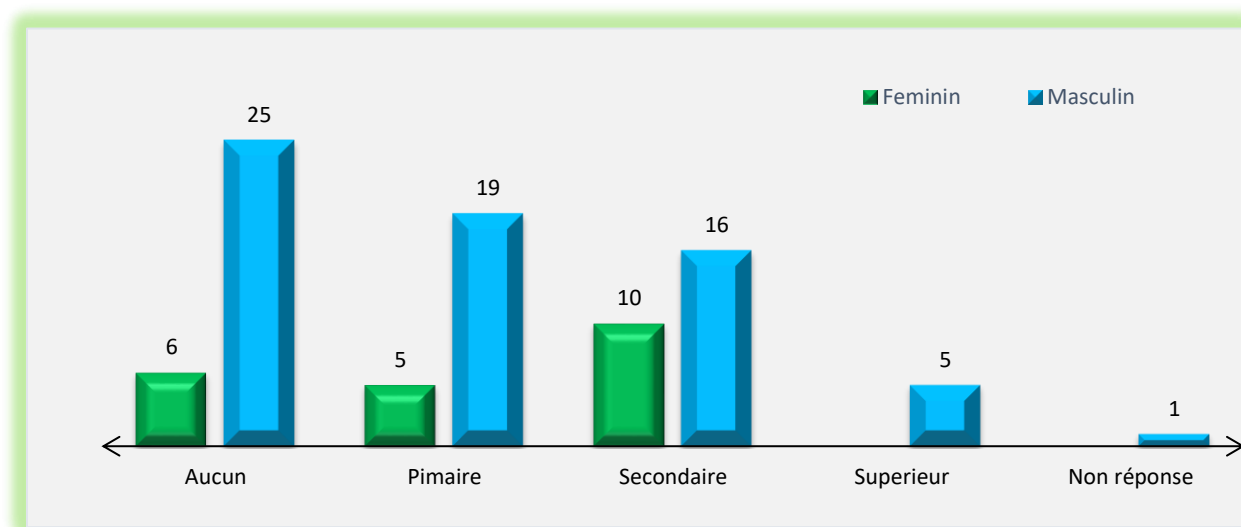
Villages	Féminin	Masculin	Total général
Guibou	1	4	5
Nodin	2	8	10
Secteur 01	2	6	8
Secteur 02	3	6	9
Secteur 03	3	5	8
Secteur 04	4	4	8
Séguénéga	5	24	29
Total général	20	57	77

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

L'analyse du graphique ci-contre révèle une prédominance des hommes dans les RCPE et CCPE (75,86%). Les représentations et les fonctions sociétales de la femme justifient leur faible représentativité dans les RCPE/CCPE. En effet, dans la société moaga en général et dans les localités de

Séguénéga et de Thiou, les femmes hésitent à s'engager dans les RCPE ou CCPE. Les plus courageuses d'entre elles qui veulent s'engager sont souvent confrontées au refus de leurs conjoints d'y adhérer et s'exposent à l'expulsion du domicile conjugal. Outre la faible adhésion des femmes dans les RCPE, l'on note que les membres du RCPE/CCPE sont composés à majorité de d'illettrés (35,63%). Cette situation est tributaire du profil des membres qui sont composés d'un grand nombre de leaders communautaires.

Tableau 11: Répartition des membres des CCPE enquêtés



Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

Environ 77,01% des enquêtés ont un âge compris entre 30 et 49 ans. Cela constitue un atout majeur dans la mise en œuvre des activités dévolues aux RCPE ou CCPE. La relative jeunesse des membres contribue à dynamiser ces réseaux et cellules de protection.

Tableau 12: répartition des enquêtés en fonction des tranches d'âge

Tranche d'âge	Moins de 30 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	50 ans et plus	Total
Effectif	6	29	38	14	87

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.3.3. Connaissance de l'existence et appartenance aux réseaux de protection

➤ De l'existence des RCPE ou CCPE

L'analyse des données de l'étude indique une parfaite connaissance de l'existence des RCPE ou CCPE dans les communes de Thiou et de Séguénéga. Des échanges avec les services sociaux communaux de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire desdites communes, il ressort que la commune de Thiou compte un (1) RCPE, cinq (5) CCPE et Séguénéga dénombre un (1) RCPE et quatre (4) CCPE.

La parfaite connaissance desdits réseaux et cellules de protection par les enquêtés est liée étroitement au caractère participatif et consultatif du processus de mise en place des RCPE ou CCPE. En effet, la mise en place d'un RCPE ou CCPE nécessite au préalable une forte implication des différentes composantes de la commune. En sus, les séances de sensibilisation et d'information sur le rôle et le fonctionnement des réseaux et cellule de protection de l'enfance ont permis une meilleure connaissance des RCPE ou CCPE.

Des 97,70% qui connaissent l'existence des RCPE ou CCPE, 90,50% en sont membres comme l'illustre le tableau ci-dessous qui décline l'effectif des enquêtés ayant répondu « oui » et qui sont membres du RCPE ou CCPE.

2.3.4. Répartition des membres selon les formations déjà reçues

Les membres des RCPE et CCPE ont bénéficié des sessions de renforcement des compétences. Les résultats de l'étude indiquent 84,41% des membres de ces réseaux et cellules de protection ont bénéficié au moins d'une formation de protection de l'enfance. Ces sessions ont permis aux membres de bien cerner les problématiques en lien avec la protection de l'enfance.

Tableau 13 : répartition des membres des RCPE et CCPE ayant bénéficié d'une formation sur la protection de l'enfance

Communes \ Réponse	Non	Oui	Total
Séguénéga	9	25	34
Thiou	3	40	43
Total	12	65	77

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

Le tableau ci-dessous fournit des éléments d'informations sur les thématiques qui ont été abordées au cours des sessions de formation des réseaux et cellules de protection de l'enfance. Nous constatons que les formations sur les thématiques de droits et protection de l'enfant et à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques et des violences basées sur le genre (VBG) sont les plus dispensées lors des sessions de formations. Cela s'explique par le nombre élevé des cas de violences basées sur le genre dans la zone d'intervention. Aussi, très souvent les enfants à besoins spécifiques de protection sont suffisamment pris en compte dans le système de réponse adéquate.

Tableau 14: Thématiques des formations réalisées

Thématiques de formation	Effectif
Prise en charge des cas de détresse psychosociale	2
Droits et protection de l'enfant et à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques	42
Travail des enfants	13
Prévention et Réponse en faveur des Enfants Non accompagnés et Enfants Séparés (ENA-ES)	1
Violences sexuelles et VBG	37

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

Ces résultats nous guident sur le choix des thématiques de formation à développer dans d'éventuels sessions de renforcement des compétences des membres des RCPE et CCPE des communes de Séguénéga et de Thiou.

2.3.5. Connaissance des droits de l'enfant par les membres des réseaux de protection

Un bon nombre des membres des mécanismes et réseaux communautaires de protection de l'enfance dans la zone d'intervention un minimum de connaissance sur les droits fondamentaux de l'enfant. Cela s'explique par le fait qu'ils ont bénéficié des actions de renforcement des capacités sur les bases minimales de protection de l'enfant surtout sur le droit à la vie, à la santé et à la protection contre les violences.

Tableau 15: Connaissance des droits de l'enfant par les membres des réseaux de protection

Villages	Guibou	Séguénéga	Nodin	Secteur 01	Secteur 02	Secteur 03	Secteur 04	Total
Droit à la vie	4	32	5	5	8	7	6	68
Droit à la santé	4	30	2	3	4	4	4	53
Droit à une identité	0	14	2	2	4	4	3	29
Droit à la nationalité	0	14	3	1	3	1	1	23
Droit à une vie saine	3	16	3	1	2	0	1	26
Droit à la protection contre les violences de tout genre	4	35	6	5	6	5	6	69
Autres	0	0	2	5	2	2	3	14

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.3.6. Connaissance des types de violences à l'égard des enfants

La plupart des enquêtés connaissent les types de violences à l'égard des enfants dans la zone d'intervention du projet. Les violences les plus connues par la communauté sont notamment : Violences physiques (châtiments corporels,) occupant le 1^{er} rang dans le classement, Travail à risque (travaux dégradants pouvant causés des risques de santé, de blessures, atteinte à la vie), Mariage d'enfant, Exploitation par le travail (travail non rémunéré,). La commune de Séguénéga que la communauté a une meilleure connaissance de ces maux. Cela s'explique par le fait que Educo intervient dans cette commune à travers d'autres projets de protection de l'enfance qui ont conduit des formations à l'égard des communautés.

Tableau 16: Connaissance des violences faites aux enfants

Villages	Guibou	Séguénéga	Nodin	Sect 01	Sect 02	Sect 03	Sect04	Total
Violences physiques (châtiments corporels,)	5	32	6	7	8	4	8	72
Violences psychologiques (verbales, insultes répétées, etc..)	0	12	0	4	5	4	6	31
Violences sexuelles (viols, attouchements,)	0	1	3	2	5	2	3	16
Exploitation par le travail (travail non rénuméré,)	3	19	4	3	5	5	2	41

Travail à risque (travaux dégradants pouvant causés des risques de santé, de blessures, atteinte à la vie)	5	31	6	3	5	5	3	60
Négligence de tout genre	1	10	0	2	2	1	0	16
Mariage d'enfant	5	31	6	3	4	4	1	56
Autres types de violences	0	0	1	3	0	1	1	6

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.3.7. Fréquence des violences faites aux enfants

L'analyse laisse voir une forte fréquence des violences à l'égard des enfants. Les plus fréquents sont : Travail à risque (travaux dégradants pouvant causés des risques de santé, de blessures, atteinte à la vie) , Exploitation par le travail(travail non rémunéré,), Violences physiques (châtiments corporels,) et Mariage d'enfant. Ces violences sont plus observées dans la commune de Séguénéga. Cette situation s'explique en partie par le développement de l'activité d'exploitation artisanale de l'or et des Us et coutumes dans cette commune.

Tableau 17:Fréquence des violences faites aux enfants

Villages	Gambo	Gorin	Guibou	Séguénéga	Nodin	Sect01	Sect02	Sect03	Sect 04	Total
Violences physiques (châtiments corporels,)	1	1	4	25	2	4	4	4	4	49
Violences psychologiques (verbales, insultes répétées, etc..)	0	0	0	6	0	2	2	2	3	15
Violences sexuelles (viols, attouchements,)	0	0	0	0	0	1	1	0	0	2
Exploitation par le travail (travail non rénuméré,)	0	0	3	23	8	3	6	4	5	52
Travail à risque (travaux dégradants pouvant causés des risques de santé, de blessures , atteinte à la vie)	1	1	5	31	6	5	7	5	6	67
Négligence de tout genre	0	0	0	9	1	0	1	1	1	13
Mariage d'enfant	1	1	4	27	4	3	1	2	0	43

2.3.8. Enregistrement des violences par les réseaux de protection

➤ Situation des enregistrements

Les membres enregistrent peu d'enfants victimes de violence. En effet, les résultats de l'étude indiquent que 16,09% des membres affirment avoir enregistré des enfants victimes de violences. Cette situation est tributaire à la méconnaissance du mode de saisine des RCPE et CCPE par les communautés ou par les victimes, à l'existence d'autres canaux d'enregistrement (services sociaux, les forces de défense et de sécurité, les formations sanitaires, etc).

Tableau 18 : répartition des membres ayant enregistré des enfants victimes de violence

	Non	Oui	Non réponse	Total général
Séguénéga	35	7		42
Thiou	34	7	4	45
Total général	69	14	4	87

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

➤ Décisions prises

Sur les décisions prises, 38 se référant à d'autres structures notamment les ONG et 8 se référant aux réseaux de protection et ceux qui orientent à l'action social.

Tableau 19: Décisions prise sur le référencement par les structures de protection

Dispositions prises	Effectif
Référer ou orienter à l'action social	8
Référer à d'autres structures	38
Référer ou orienter aux réseaux (RCPE/CCPE)	8
Référer au centre de santé	0
Référer ou orienter à la justice	0
Signaler à la gendarmerie ou la police	0

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.4. Nombre de filles et garçons non accompagnés et séparés ayant accès à des soins familiaux ou à des services alternatifs appropriés

Dans les zones d'intervention, 115 enfants non accompagnés et séparés ont été identifiés et 76 bénéficient de soins familiaux et/ou de services palliatifs soit 66%. Ce qui marque un effort des acteurs dans la gestion des cas d'enfants non accompagnés et séparés. Aussi, des efforts importants doivent être fait pour combler le gap.

2.5. Filles et de garçons ayant des besoins particuliers

On constate que 14 enfants ont été identifiés à Thiou dont seulement 2 pris en charge. Le fait qu'à Séguénéga on n'a pas identifiés d'enfants à besoin spécifique pourrait expliquer une faible appropriation de la problématique par les acteurs de la protection l'enfance.

Tableau 20: Enfants à besoin spécifique

Nature	Thiou		SGA		TOTAL
	F	M	F	M	
Enfants ayant des besoins particuliers identifiés	7	3	0	0	10
Enfant ayant des besoins spéciaux référés	2	0	0	0	2
Enfant ayant des besoins spéciaux pris en charge	1	1	0	0	2
TOTAL	10	4	0	0	14

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

2.6. Nombre d'enfants qui reçoivent une réponse

Les enfants vivent des difficultés de plusieurs ordres nécessitant l'intervention d'acteurs spécialisés. Ces difficultés sont exacerbées dans les contextes d'action humanitaire avec la survenue de nouvelles difficultés. Ce qui demande le renforcement de la réponse sur le plan qualitatif et quantitatif. Sur une population de 26 069 PDI recensées sur la zone d'intervention, on note la présence de 9 639 enfants avec des besoins de protection et de prise en charge. Mais seulement 219 enfants ont bénéficié d'une prise en charge sur les plan sanitaire, scolaire, juridique et psychosocial. Cela dénote de la faiblesse de prise en charge des cas de protection dans les zones d'intervention.

Tableau 21: Nombre d'enfants qui reçoivent une réponse

Nature de la Prise en charge	Thiou		SGA		TOTAL
	F	M	F	M	
Santé	1	0	0	0	1
Scolaire	0	0	0	2	2
Psychologique	2	1	0	0	3
Juridique	0	0	0	0	0
Psychosocial	150	63	0	0	213
TOTAL	153	64	0	2	219

Source : Enquête terrain, 06 au 12 aout 2021

3. Commentaires

L'étude laisse voir que bon nombre d'enfants dans la zone d'intervention du projet sont dans un extrême besoin de protection. La réponse reste toujours faible pour couvrir les besoins énormes de protection des enfants en situation d'urgence.

Les mécanismes endogènes, communautaires et institutionnels peinent à apporter une réponse adéquate de protection. Cela s'explique par le fait que :

- Ils viennent d'être mis en place et sont la plupart aux débuts de leurs actions de protection ;
- Ils sont moins formés à certaines thématiques surtout celles liées à la protection de l'enfance en situation d'urgence vu que ces thématiques sont nouvelles dans la zone d'intervention voire au Burkina Faso ;
- L'insuffisance des moyens financiers pour le déroulement de certaines actions de protections

- Les us et les coutumes de la zone d'intervention qui ne favorisent pas forcément certains le déroulement de certaines actions de protection de l'enfance (notamment la participation des femmes et des enfants) ;

Conclusion

L'étude a permis de cerner les besoins en protection des enfants dans la zone d'intervention du projet. Ces résultats montrent clairement la pertinence du projet ASPECS dans la zone d'intervention ciblée. La prise en charge aussi bien par les services sociaux que par les structures communautaires de protection reste encore faible.

Pour apporter une réponse adéquate aux besoins de protection de ces enfants en situation d'urgence, l'ensembles des parties prenantes de la protection de l'enfance doivent accentuer les sensibilisations à l'endroit des communautés pour un changement de comportement. Ils doivent mutualiser leurs efforts pour une synergie d'actions et mettre en place un système efficace de coordination des interventions humanitaire à travers ses structures déconcentrées de protection de l'enfant pour optimiser l'impact des interventions aux bonheur des enfants.

Au regard de la dégradation de les situation sécuritaire avec ses corollaires, il est nécessaire pour le projet ASPECS de travailler au renforcement des capacités des structures communautaires de protection de l'enfant afin qu'elles soient des relais efficace en matière de sensibilisation, d'identification, de référencement et de gestion des cas .

ⁱ Document de référence des CCPE du MFSNFAH de 2019